

SHORT NEWS

Ausreise-Hotel zum goldenen Findel

Ist das Weg sperren von Personen ohne Aufenthaltsrecht in der Haftanstalt Schrassig rechtmässig? „Personen, die in Luxemburg laut geltender EU-Regelung als „illegal“ gelten, dürfen auch weiterhin in Schrassig untergebracht werden“, lautete das letzte rechtskräftige Urteil des Verwaltungsgerichts, an dem sich abermals eine Polemik entzündete. Bei einer Diskussionsrunde über die luxemburgisch-belgische Film-Produktion „Illégal“ im Neumünster waren sich die Minister Schmit, Biltgen, Mediator Fischbach und der designierte Direktor des „Centre de rétention“ Khabirpour einig, dass „Illégal“ ein ergreifender Film sei, doch ganz so schlimme Zustände wie in Belgien habe man in Luxemburg zum Glück nicht. Zwar sitzen derzeit noch immer Menschen ohne Aufenthaltsrecht in Schrassig ein, aber der neue Abschiebeknast, oder „Ausreiseeinrichtung“ auf dem Findel wird im Frühjahr bezugsfertig sein. Glaubt man den Ausführungen des Direktors Khabirpour wird es kein Gefängnis im herkömmlichen Sinne, sondern ein schmuckes Gebäude, das den Bedürfnissen ihrer Bewohner Rechnung trägt; man habe dort doch „alle Freiheiten“. Auf die Frage, wieso man bei derzeit drei in Schrassig einsitzenden „Illegalen“ überhaupt einen 11 Millionen teuren Bau für 80 Insassen bau, waren die anwesenden Minister ratlos. Dabei zog sich Justizminister Biltgen pfiffig aus der Affäre: „Wenn wir ein Gefängnis für 80 Leute bauen, so ist das Ziel ja nicht, es zu füllen.“

300 Nummern Forum - Serife und Preisgeld

Eine bescheidene Revolution hat die seit 1976 erscheinende Zeitschrift Forum mit ihrer Nummer 300 vollzogen: Fast alle Layout-Elemente sind nun in schlanker serifierter Schrift gesetzt, wo vorher Titel, Ausblocker und Vorspanne fett und ohne Serif paradierten. Der neue Look gibt der Zeitschrift einen - wohl nicht unbeabsichtigten - akademischen Look. Nicht re-serifiert wurde allerdings der „forum“-Schriftzug auf dem Cover, dessen 199-Nummern alte Füßchen im Jahr 2000 wegguillotiniert worden waren. Inhaltlich ist die neueste Ausgabe dem Thema Armut in Luxemburg gewidmet: politische Grundsatzartikel, wissenschaftliche Studien, statistische Messungen, aber auch Berichte von Betroffenen. Neben den Dossier-Beiträgen liest man Interessantes über Lobbyismus und Croissants, Denkmalschutz und Klimawandel. Freuen kann sich die Zeitschrift über den „Preis des nachhaltigen wirtschaftlichen Fortschritts“, der ihr am vergangenen Mittwoch verliehen wurde. Manche Forum-AnhängerInnen mögen die Nase rümpfen über die von der liberalen und Banken-nahen Alphonse-Weicker-Stiftung vergebene Auszeichnung. Doch das Preisgeld in Höhe von 25.000 Euro dürfte ihnen ein „Non olet“ abringen.

Arbeitszeitverkürzung für Ärzte

Geht es nach den Vorschlägen der Ärztevereinigung AMMD, dann werden ab dem heutigen Tag die liberalen Ärzte nur mehr eine Art „Dienst nach Vorschrift“ ableisten - und zwar bis der Gesundheitsminister seine Reform zurückzieht. Die Ärzte sollen dann nur mehr 30 bis 35 Stunden in der Woche arbeiten und ihre Praxen nur mehr von etwa 9 bis 13 Uhr offen halten. Diese Stundenzahlen leitet die AMMD aus den Nettopräsenzstunden der Angestellten der Krankenhäuser ab, die ja auch nicht länger Dienst täten, wenn man Urlaub, Weiterbildung, Kompensationen für Nachtarbeit usw. abziehe. Wohl ein kleiner Seitenheb auf die „verstaatlichte Medizin“, der prompt die Reaktion des LCBG hervorrief. Die Gewerkschaft verwahrt sich dagegen, den „aufopferungsvollen Einsatz“ des Klinikpersonals zu diskreditieren. Nachmittags sollen die Ärzte dann nur noch Notdienst leisten. Auch alle schon vereinbarten Rendez-vous sollen abgesagt werden, die Praxistätigkeit generell nur noch ohne Vereinbarung ablaufen. Wie die AMMD-Verantwortlichen beteuern, will man die PatientInnen über die Ursachen dieser Aktion in Kenntnis setzen - mit dem erklärten Ziel diese für einen Stopp der Reform zu gewinnen. Ob die Message ankommt? Wie meint da ein Blogger auf der RTL-Seite: „Dat énnert dach guer náischt, Service réduit war dach nach émmer!“

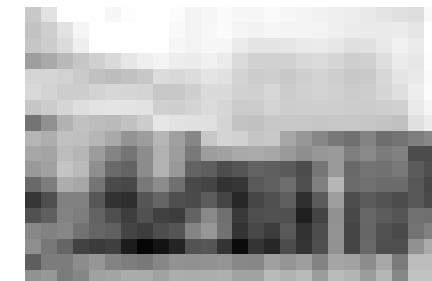
AKTUELL

POLITIQUE CULTURELLE

Rotondes sur rotules

Luc Caregari

Les Rotondes sont-elles victimes de la crise ? Ou plutôt de la politique culturelle sans queue ni tête pratiquée depuis des années ? Ce n'est pas la seule question qui se pose dans le contexte du difficile avenir du seul centre culturel populaire de la capitale.



C'était prévisible. Même si la nouvelle a fait l'effet d'un choc pour beaucoup de personnes cette semaine, la volonté politique de se déseigner du projet de réaménagement des Rotondes était palpable au moins depuis janvier. Lors d'une réunion du CSV début 2010 donc, Jean-Louis Schiltz, le président de la fraction parlementaire, avait publiquement mis en question la nécessité des Rotondes - comme le woxx l'avait alors rapporté.

A partir de ce moment-là, l'inquiétude sur son avenir planait déjà sur l'équipe du Carré Rotondes, qui sait qu'elle ne pourra rester indéfiniment dans ses bâtiments rue de l'Aciérie à Hollerich. Ce qui a amené le directeur Robert Garcia à se mettre lui-même en contact avec le service des bâtiments publics afin de revoir le projet et d'en réduire le coût - pour mieux le faire passer, au cas où « son » projet serait réellement dans le collimateur des coupes budgétaires.

« On s'est mis ensemble pour voir où on pourrait faire des économies. Finalement, nous avons sacrifié quelques pans du projet initial, comme le restaurant qui aurait dû ouvrir ses portes dans la Rotonde 1 et la liaison entre les deux Rotondes, qui aurait de toute façon dépendu d'un projet des CFL, gelé lui-aussi pour le moment », explique Garcia. En tout cas, cela réduisait le budget de sept millions d'euros, le ramenant à 16 au lieu des 23 planifiés initialement.

Apparemment, cela n'a pas suffi pour calmer les ardeurs du gouvernement. Et la surprise de voir son projet renvoyé aux calendes grecques a d'autant plus choqué Garcia qu'il avait déjà fait montre de sa bonne volonté.

Ce qui étonne le plus, c'est le manque de communication sur ce projet. « Même la ministre de la culture, qui devrait quand même être au courant de telles décisions, ne m'en a pas touché un seul mot », affirme Garcia. Et de souligner qu'aucun des membres du conseil d'ad-

ministration n'était au courant de la décision gouvernementale - qui semble remonter au ministre du budget, Luc Frieden.

Ainsi donc, le provisoire semble devoir durer pour le Carré Rotondes. Une situation d'autant plus dure que d'un côté le succès de la nouvelle institution ne peut être démenti avec plus de 50.000 spectateurs-trices l'année dernière. Et que de l'autre, les bâtiments de Hollerich ne sont que loués par la firme Paul Wurth. « Certes, ils ont rallongé notre contrat », assure Garcia, « Mais seulement d'une année et ce sera le cas chaque année. Nous n'obtiendrons sûrement pas de contrat de bail de cinq ans ou plus » ? Et pour cause : Paul Wurth a effectivement prévu de réaménager son terrain, et les bâtiments qui hébergent actuellement le Carré Rotondes devront un jour ou l'autre céder la place à des bureaux et des appartements.

Reste encore un seul espoir : « La Rotonde 1 n'est pas concernée par l'arrêt de financement, car elle ne dépend pas des bâtiments publics, mais du service des sites et monuments. Et celui-ci continue à la restaurer et à désintoxiquer le sol entre les deux rotondes. Ainsi, on pourrait peut-être envisager 2012 pour déplacer une partie de nos effectifs là-bas. Mais sans la deuxième Rotonde, qui devrait héberger le nouvel Exit07 et le théâtre Trafico, on ne peut pas faire grand-chose. La Rotonde 1 est vide et devrait servir de hall d'exposition et de coulisse pour des soirées événementielles. »

Ainsi, la ville de Luxembourg risque de voir s'enliser un de ses seuls projets culturels vraiment populaires et durables. Claude Wiseler, le ministre des bâtiments publics, disait pourtant sur les ondes de RTL, que « le temps est venu de se mettre autour d'une table et de discuter du futur du projet qui est loin d'être enterré. » Mais peut-être qu'il aurait fallu qu'il s'y prenne un peu plus tôt. Genre, avant de l'enterrer à moitié.